

## NON, LE TERRORISME PALESTINIEN N'EST PAS UNE RÉPONSE A « L'OCCUPATION »

par le Professeur Israël Efraïm Karsh  
Le Jerusalem Post 21 Juin 2016

Alors que le sang séchait sur le lieu du dernier massacre à Tel-Aviv, le maire de la ville se précipita pour expliciter les motivations des terroristes. "Nous somme, peut être, le seul pays au monde où une autre nation est sous occupation sans droits civils," at-il affirmé. "Vous ne pouvez pas maintenir les gens dans une situation d'occupation et espérer qu'ils vont penser que tout va bien."

Ce pronostic a été rapidement accepté par les colporteurs israéliens « d'espoirs » habituels. « La terreur se poursuivra aussi longtemps que le peuple palestinien n'aura aucun espoir à l'horizon », fait valoir un éditorial du Haaretz. « La seule façon de lutter contre le terrorisme c'est en libérant le peuple palestinien de l'occupation. »

Mais c'est précisément ce qu'a fait Israël il y a 20 ans.

La déclaration de principes (DOP ou Oslo I) signée sur la pelouse de la Maison Blanche en **Septembre 1993** par l'OLP et le gouvernement israélien avait prévu l'autonomie palestinienne dans toute la Cisjordanie et la bande de Gaza pendant une période transitoire ne dépassant pas cinq ans, au cours de laquelle Israël et les Palestiniens négocieraient un accord de paix permanent.

En **mai 1994**, Israël a achevé son retrait de la bande de Gaza (en dehors d'une petite bande de territoire contenant un petit nombre de colonies israéliennes qui « n'occupait » pas un seul Palestinien et qui a ensuite été évacués en 2005) et la région de Jéricho à l'Ouest de la Rive Occidentale.

Le **1er Juillet 1994**, Yasser Arafat président de l'OLP a fait son entrée triomphale à Gaza, et peu de temps après, une nouvelle Autorité palestinienne a été créée (PA) sous sa direction et a pris le contrôle de ce territoire.

Le **28 Septembre 1995**, en dépit de l'échec catastrophique de la l'Autorité Palestinienne pour réprimer les activités terroristes dans les territoires sous son contrôle, les deux parties ont signé un accord intérimaire, et à la fin de l'année, les forces israéliennes avaient été retirés de la Cisjordanie de ses zones peuplées, à l'exception d'Hébron (où le redéploiement a été achevé au début de 1997).

Le **20 Janvier 1996**, les élections au Conseil palestinien ont eu lieu, et peu de

temps après, à la fois l'administration civile israélienne et le gouvernement militaire ont été dissous. « Ce qui est arrivé ... dans les territoires, c'est un Etat palestinien » a dit Yossi Sarid, ministre de l'Environnement . "L'Etat palestinien a déjà été établi."

Cette affirmation euphorique était prémonitoire. Bien que la portée géographique des retraits israéliens a été relativement limitée (les terres cédées représentaient environ 30 pour cent du territoire global de la Cisjordanie), son impact sur la population palestinienne a été rien de moins que révolutionnaire.

D'un seul coup, Israël a abandonné le contrôle sur la quasi-totalité des 1,4 millions d'habitants de la Cisjordanie. Depuis ce temps-là, près de 60% d'entre eux ont vécu entièrement sous juridiction palestinienne (zone A). Une autre partie (40%) vivant dans les villes, les villages, les camps de réfugiés et hameaux où l'Autorité palestinienne exerce l'autorité civile, mais, en conformité avec les accords d'Oslo, Israël a maintenu la « responsabilité primordiale pour la sécurité » (zone B). Environ 2% de la population de la Cisjordanie - des dizaines de milliers de Palestiniens - continuent de vivre dans des zones où Israël exerce un contrôle complet, mais même là, l'Autorité palestinienne maintient la « compétence fonctionnelle » (zone C).

Bref, depuis le début de 1996, et certainement après l'achèvement du redéploiement d'Hébron en **Janvier 1997**, 99% de la population palestinienne de la Cisjordanie et de la bande de Gaza ne vivaient plus sous occupation israélienne. Que ce soit pour les anti-israéliens de manière virulente, que ce soient les médias anti-juifs, que ce soit le système scolaire ou religieux, tous pouvaient attester, au cours de ces années, que toute présence d'une occupation étrangère avait été pratiquement inexistante.

Cela signifie que la présentation du terrorisme comme une réponse naturelle à l'occupation proprement dite est non seulement dénuée de tout fondement, mais l'inverse de la vérité.

Dans les deux ans et demi de la signature de la DOP à la chute du gouvernement travailliste en mai 1996, **210** Israéliens ont été assassinés - soit près de trois fois plus du nombre de décès moyen des 26 années précédentes, alors que seule une petite fraction des décès ont été causés par la Rive Ouest- et / ou les attaques dues à des mesures anti-insurrectionnelles efficaces d'Israël, le faible niveau de conscience nationale parmi les Palestiniens et la grande amélioration de leur niveau de vie sous le contrôle d'Israël de Gaza-étaient visible.

En outre, près des deux tiers des victimes 1994-96 ont été assassinés en

territoire israélien à l'intérieur de la «Ligne verte» - près de 10 fois le nombre de décès moyen en Israël dans les précédentes six ans violentes du soulèvement palestinien (Intifada).

En Septembre 1996, un autre seuil d'escalade a été franchi quand Arafat est revenu à la violence directe en exploitant l'ouverture d'une nouvelle sortie sur un tunnel archéologique sous le Mur occidental, site le plus sacré du judaïsme, et déclencha des émeutes généralisées dans lesquelles 17 Israéliens et quelque 80 Palestiniens ont été tués. Et tandis que l'AP a rapidement fait rétrograder la question du tunnel dans son ordre du jour, une fois qu'elle n'était plus utile, Arafat devait répéter ce précédent à plusieurs reprises, notamment par le lancement de la guerre terroriste de Septembre 2000 (euphémisée comme « l'intifada al-Aksa », du nom de la mosquée de Jérusalem) - peu de temps après que le premier ministre Ehud Barak lui ait offert un un Etat palestinien.

Au moment de la mort d'Arafat quatre ans plus tard, sa guerre - la confrontation la plus sanglante et la plus destructrice entre Israéliens et Palestiniens depuis 1948 - avait eu comme conséquence d'enlever la vie à **1.028** israéliens dans 5.760 attaques: neuf fois le nombre de morts en moyenne de l'ère pré-Oslo. Parmi celle-ci, environ 450 personnes (soit 44% des victimes) ont été tuées dans des attentats-suicides - une tactique pratiquement inconnue dans le contexte israélo-palestinien avant Oslo. Dans l'ensemble, plus de **1600** Israéliens ont été assassinés et **9.000** blessés depuis la signature de la DOP - près de trois fois le nombre de décès moyen des 26 années précédentes.

Et cela sans parler de l'entité terroriste reconstruite établie dans la bande de Gaza, dont le danger clair et présent à la grande majorité de la population d'Israël ne peut être contenu que grâce à des campagnes militaires répétées, mais pas éradiqué complètement.

Si l'occupation était en effet la cause du terrorisme, pourquoi le terrorisme était-il si clairsemé au cours des années d'occupation réelle? Pourquoi a-t-il augmenté de façon spectaculaire avec la perspective de la fin de l'occupation, et pourquoi a-t-il dégénéré en guerre ouverte avec des concessions les plus ambitieuses jamais proposées par Israël?

Au contraire, on pourrait soutenir avec beaucoup de plus de raison plausible que l'absence d'occupation - qui veut dire, le retrait de la surveillance israélienne - est précisément ce qui a facilité le lancement de la guerre terroriste; de la même manière que la restauration partielle des mesures de sécurité en Cisjordanie au cours de l'opération « Bouclier défensif » de 2002 et ses conséquences (mais sans réassumer un contrôle sur la vie quotidienne de la population palestinienne) a eu pour conséquence la fin de la guerre

palestinienne de la terreur.

Ce n'est pas « l'occupation » qui sous-tend le manque « d'espoir à l'horizon », mais le rejet palestinien séculaire du droit juif à un État, telle qu'il a été exprimé dans la Ligue des Nations en 1922 du mandat de la Palestine des Nations et la Résolution de partage de l'ONU de 1947.

Tant que ce rejet sera toléré, et encore pire encouragé, l'idée de paix israélo-palestinien restera une chimère.

—

L'auteur est professeur émérite du Moyen-Orient et d'études méditerranéennes au Kings College de Londres, associé de recherche principal au Centre Begin-Sadat pour les études stratégiques, et principal chercheur au Forum du Moyen-Orient.